



**CONVENTION SUR  
LES ESPÈCES  
MIGRATRICES**

UNEP/CMS/COP13/Doc.26.4.5

13 septembre 2019

Français  
Original : Anglais

---

13<sup>ème</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES  
Gandhinagar, Inde, 17 – 22 février 2020  
Point 26.4 de l'ordre du jour

**AIRES DE CONSERVATION TRANSFRONTIÈRES POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES**

*(Préparé par le Secrétariat)*

Résumé:

Le présent document rapporte les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Décisions 12.94 – 12.97 *Aires de conservation transfrontières pour les espèces migratrices*. Le document propose également de mettre à jour le document UNEP/CMS/Résolution 12.7. *Le rôle des réseaux écologiques pour la conservation des espèces migratrices*, pour y intégrer la notion d'aires de conservation transfrontières au vu de son application à long terme, ainsi que de renouveler, selon qu'il convient, les Décisions actuelles.

## AIRES DE CONSERVATION TRANSFRONTIÈRES POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

### Contexte

1. La Conférence des Parties, lors de sa 12<sup>e</sup> Réunion (COP12, Manille, 2017), a adopté les Décisions 12.94 – 12.97 sur les *aires de conservation transfrontières pour les espèces migratrices*. Les Décisions 12.94 – 12.97 déclarent les éléments suivants :

#### **12.94 Adressée aux Parties**

*Les Parties sont invitées à:*

- a) *identifier les habitats transfrontaliers des espèces inscrites à la CMS qui pourraient être considérées comme étant des aires de conservation transfrontières (ACT), c'est-à-dire une zone ou partie d'une vaste région écologique qui chevauche les frontières de deux ou plus de deux pays et relève de leur juridiction nationale, qui peut englober une ou plusieurs zones protégées, ainsi que de multiples zones d'utilisation des ressources;*
- b) *considérer d'élaborer conjointement avec les États de l'aire de répartition limitrophes des arrangements bilatéraux ou multilatéraux, y compris des plans communs de gestion afin d'améliorer la conservation des habitats et des espèces concernées;*
- c) *permettre, dans le développement de tels arrangements, la participation des communautés et parties prenantes locales dans le but de faire bénéficier la faune sauvage et le développement durable des communautés y vivant.*

#### **12.95 Adressée au Secrétariat**

*Le Secrétariat, sous réserve de la disponibilité des ressources externes:*

- a) *soutient les Parties dans la mise en œuvre de la Décision 12.94;*
- b) *rendre compte au Comité permanent lors de ses 48<sup>e</sup> et 49<sup>e</sup> Réunions, ainsi qu'à la Conférence des Parties lors de sa 13<sup>e</sup> session, des progrès dans la mise en œuvre de cette Décision.*

#### **12.96 Adressée aux Parties, OIGs & ONGs**

*Les Parties, organisations intergouvernementales et non-gouvernementales sont encouragées à apporter un soutien financier et technique dans la mise en œuvre des Décisions 12.94 et 12.95.*

#### **12.97 Adressée au Comité permanent**

*Le Comité permanent prend en compte le rapport soumis par le Secrétariat.*

2. En décembre 2018, le Secrétariat a reçu 2,7 millions d'euros de la part de l'Union européenne (UE) par l'intermédiaire de son Programme indicatif régional pour appuyer la mise en œuvre de ces Décisions dans le cadre d'un Programme de conservation interrégionale de la faune sauvage d'une durée de cinq ans. Ce programme s'élève à un total de 30 millions d'euros, et il est actuellement mis en œuvre par la CMS, en coopération avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ainsi que plusieurs organisations ayant répondu à l'appel d'offres de la délégation de l'UE à Nairobi. La composante de la CMS s'axe sur la fourniture d'assistance aux gouvernements de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ainsi que de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) avec l'établissement d'aires de conservation transfrontières.

Activités

3. Les activités prévues en vertu de la composante de la CMS de cette initiative comprennent l'appui des pays avec la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux sur l'établissement d'aires de conservation transfrontières, l'harmonisation des politiques environnementales relatives à la criminalité liée à la vie sauvage et à la conservation de celle-ci, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion intégrée pour les aires établies.
4. Étant donné les capacités limitées en matière de ressources humaines au sein du Secrétariat de la CMS, un administrateur de programme a été engagé pour superviser la mise en œuvre de ce travail. L'administrateur de programme entrera en fonction en décembre 2019 et sera basé au Siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Nairobi.
5. Une évaluation initiale de la portée de ses responsabilités a aussi été menée par un consultant engagé pour mener une évaluation préliminaire des sites et activités potentiels pour les prochaines années. Conformément au budget, le consultant a recommandé que la composante de la CMS s'axe sur plusieurs sites et activités choisis, sur lesquels l'impact serait le plus important.
6. Le consultant assure actuellement la liaison avec les gouvernements compétents pour les sites et activités proposés. La portée du travail sera finalisée et publiée dès que les gouvernements auront confirmé leur intérêt.

Amendement de la Résolution 12.7 et renouvellement des Décisions 12.94 – 12.97

7. L'utilisation des aires de conservation transfrontières est bien établie au sein de la communauté de conservation et de développement. Comme décrit ci-dessus, des activités ont été entreprises pour appuyer la mise en œuvre des Décisions 12.94 – 12.97. Au vu du fait que ces mesures, prises par les Parties et le Secrétariat, sont susceptibles d'entraîner un engagement à long terme, un amendement est proposé à la Résolution 12.7 - *Le rôle des réseaux écologiques pour la conservation des espèces migratrices* pour y intégrer la notion d'aires de conservation transfrontières.
8. Il est par ailleurs proposé que les Décisions 12.94 – 12.96 soient renouvelées comme prescrites dans l'Annexe 2, et que la Décision 12.97 soit supprimée, conformément à la recommandation du Comité permanent de ne pas porter les questions à son attention sauf si une mesure précise est attendue de lui.

Actions recommandées

9. Il est recommandé à la Conférence des Parties :
  - a) d'examiner et adopter les amendements proposés dans la Résolution 12.7, comme prescrit dans l'Annexe 1 du présent document.
  - b) d'examiner et adopter les amendements proposés dans les Décisions 12.94 – 12.96, comme prescrit dans l'Annexe 2 du présent document.

AMENDEMENTS PROPOSÉS À LA RÉOLUTION 12.7

**LE RÔLE DES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES POUR LA CONSERVATION  
DES ESPÈCES MIGRATRICES**

*NB: Le nouveau texte proposé pour la Résolution est souligné. Le texte à effacer est ~~barré~~.*

Adoptée par la Conférence des Parties lors de sa 12<sup>e</sup> réunion (Manille, Octobre 2017)

*Rappelant* la Résolution 10.3 et la Résolution 11.25 sur le rôle des réseaux écologiques dans la conservation des espèces migratrices, qui souligne l'importance cruciale de la connectivité pour la conservation et la gestion dans le cadre de la CMS, invite à étudier l'applicabilité des réseaux écologiques aux espèces migratrices marines, et recommande des actions pour faire avancer la conception et la mise en œuvre de réseaux écologiques pour répondre aux besoins des espèces migratrices,

*Profondément préoccupée* par le fait que les habitats des espèces migratrices sont de plus en plus fragmentés dans l'ensemble des biomes terrestres, d'eau douce et marins,

*Reconnaissant que* la destruction et la fragmentation des habitats figurent parmi les principales menaces à l'encontre des espèces migratrices et que l'identification et la conservation d'habitats de qualité, d'étendue, de répartition et de connectivité adéquates sont de la plus haute importance pour la conservation de ces espèces dans les environnements terrestres aussi bien que marins,

*Reconnaissant en particulier* que les opportunités d'expansion, de migration et d'échange génétique parmi les animaux sauvages dépend de la qualité, de l'étendue, de la répartition et de la connectivité d'habitats adaptés, qui soutiennent à la fois leurs cycles normaux et leur résilience au changement, notamment le changement climatique,

*Reconnaissant d'autre part* que les sites qui jouent un rôle critique au sein d'un plus vaste système, tels que les zones centrales, les couloirs, les zones de restauration et les zones tampons, peuvent toutes être reliées par des stratégies qui, par le biais d'une stratégie de réseaux écologiques, traitent le problème de la fragmentation des habitats et les autres menaces aux espèces migratrices,

*Considérant* que la désignation d'aires protégées à travers de très grandes surfaces n'est pas toujours possible et que des mesures supplémentaires de plus large envergure ont généralement besoin d'être appliquées afin d'aborder et d'atténuer les changements anthropiques à une plus large échelle,

*Reconnaissant* que l'approche pratique pour l'identification, la désignation, la protection et la gestion de sites critiques varie d'un groupe taxonomique à un autre ou même d'une espèce à l'autre, et que l'approche des voies de migration fournit un cadre utile pour traiter la conservation des habitats et des espèces pour les oiseaux migrateurs le long des voies de migration,

*Reconnaissant en outre* que les voies de migration constituent un type particulier de couloir de migration que les oiseaux migrateurs dépendent de zones largement distantes les unes des autres pour leur survie, et que des mesures visant à conserver ces réseaux devraient se concentrer sur les aires de reproduction, les lieux de haltes, les aires de non-reproduction et de nidification et les lieux d'alimentation,

*Notant* que le texte de la Convention fait spécifiquement référence à la conservation des habitats, par exemple dans l'article III.4, l'article V.5e et l'article VIII.5<sup>e</sup>,

*Consciente* du fait que plusieurs initiatives visant à soutenir les réseaux écologiques sont déjà en cours, à différentes échelles, notamment les initiatives concernant les itinéraires aériens des oiseaux migrateurs, divers programmes de zones protégées sous les auspices d'Accords environnementaux multilatéraux et autres initiatives portant sur des zones qui ne sont pas protégées,

*Consciente également* du fait que le succès d'un grand nombre de ces programmes et initiatives dépend fondamentalement, entre autres, de l'efficacité de la coopération internationale, notamment transfrontalière, entre les gouvernements, les différentes conventions, organisations non gouvernementales (ONG) et autres acteurs,

*Considérant* que les espèces migratrices méritent une attention particulière lors de la conception et de la mise en œuvre d'initiatives visant à promouvoir les réseaux écologiques afin de s'assurer que les zones choisies soient suffisantes pour satisfaire aux besoins de ces espèces tout au long de leur cycles de vie et à travers l'ensemble de leurs aires de migration,

*Rappelant* la Onzième des Cibles Aichi 2020 pour la biodiversité, approuvées en 2010 par la Convention sur la diversité biologique, qui stipule qu' « en 2020, au moins 17 pour cent des écosystèmes terrestres et des eaux intérieures, et 10 pour cent des zones côtières et marines, en particulier les domaines d'importance particulière pour les services de la biodiversité et des écosystèmes, seront conservés au moyen de systèmes d'aires protégées bien connectés, gérés efficacement et équitablement, et écologiquement représentatifs, et par d'autres mesures efficaces de conservation par zone, et intégrés dans des paysages terrestres et marins plus larges », est tout particulièrement valide quand il s'agit de la conservation des espèces migratrices terrestres et marines,

*Réaffirmant* l'Objectif 10 du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 (Annexe 1 à la Résolution 11.2), qui prévoit que « tous les habitats et les sites essentiels pour les espèces migratrices sont recensés et font l'objet de mesures de conservation par zone, afin de maintenir leur qualité, intégrité, résilience et fonctionnement, conformément à l'application de l'Objectif 11 d'Aichi »,

*Rappelant* la Résolution 10.19 sur le changement climatique, qui exhorte les Parties à améliorer la résilience des espèces et de leurs habitats face au changement climatique, au moyen d'une conception adéquate des réseaux écologiques, en veillant à ce que les sites soient suffisamment vastes et variés en termes d'habitats et de topographie, en renforçant la connectivité physique et écologique entre les sites, et en envisageant la création d'aires protégées saisonnières,

*Reconnaissant* que pour répondre à leurs besoins à tous les stades de leur cycle de vie, les espèces migratrices marines sont tributaires de toute une gamme d'habitats dans l'ensemble de leur aire de répartition à la fois à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale,

*Reconnaissant en outre* que les processus, les ateliers et les outils sont en cours au sein de la Convention sur la diversité biologique qui peut aider à identifier les habitats importants pour les cycles de vie des espèces marines migratrices énumérées dans les annexes de la CMS,

*Consciente* de l'importance pour la conservation des espèces migratrices de l'intégration des approches de réseaux écologiques dans la planification nationale de l'environnement, y compris les plans en cours d'élaboration sous les auspices d'autres accords environnementaux multilatéraux, tels que les Stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (sous la Convention sur la Diversité biologique) comme reconnu par la Résolution 10.18 et les plans nationaux d'adaptation (sous la Convention cadre des Nations Unies sur le changements climatique),

*Consciente également* de l'importance de la promotion de la coopération entre les organisations internationales et régionales compétentes, le cas échéant, dans le but d'adopter des mesures de conservation pour soutenir les réseaux écologiques dans l'environnement marin,

*Reconnaissant en outre* que l'approche de la CMS en matière de mesures de conservation et de gestion coordonnées au sein de l'aire de répartition peut contribuer au développement des réseaux écologiques et promouvoir la connectivité qui sont pleinement conformes au droit de la mer en fournissant une base aux États de l'aire de répartition qui partagent la même vision pour prendre des mesures individuelles au niveau national et pour leurs navires battant pavillon dans les aires marines à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, et pour coordonner ces mesures dans l'ensemble de l'aire de répartition des espèces concernées,

*Accueillant* les progrès décrits dans le document UNEP/CMS/Conf.10.33 sur la politique de conservation des voies de migration des oiseaux, ainsi que la Résolution 10.10 sur l'orientation sur la conservation des voies migratoires mondiales et les options pour des arrangements politiques,

*Se félicitant* des progrès accomplis dans la réalisation d'une étude stratégique sur les réseaux écologiques, grâce à une contribution volontaire de la Norvège (PNUE/CMS/COP11/Doc.23.4.1.2), et la compilation d'études de cas illustrant comment les réseaux écologiques ont été utilisés comme stratégie de conservation pour différents groupes taxonomiques d'espèces visées par la CMS (PNUE/CMS/COP11/Inf.22), comme demandé dans la Résolution 10.3,

*Exprimant sa gratitude* au Gouvernement norvégien pour le financement intersession des travaux sur l'étude stratégique et les études de cas sur les réseaux écologiques,

*Reconnaissant* le nombre croissant au niveau mondial de réseaux nationaux et régionaux reliés aux espèces migratrices et *accueillant* les deux réseaux écologiques liés à la CMS pour la promotion de la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats : le réseau de sites d'Asie occidentale et centrale pour la grue de Sibérie et autres oiseaux d'eau migrateurs dans le cadre du projet Programme de Nations Unies pour l'Environnement/ Fonds pour l'Environnement Mondiale concernant les grues de Sibérie et les zones humides, pour poursuivre l'application du Mémoire d'Entente concernant la grue de Sibérie qui représente un pas important vers la création d'un réseau de protection des oiseaux d'eau migrateurs dans cette région ; et le partenariat sur l'itinéraire aérien Asie orientale-Australasie et son réseau d'itinéraires aériens en Asie orientale-Australasie (tel que reconnu par les Résolutions 9.2 et 10.10),

*Exprimant sa satisfaction* à l'égard de la création officielle et du lancement d'un Réseau de sites importants pour les tortues marines, dans le cadre du Mémoire d'entente de la CMS sur les tortues marines de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est (IOSEA); mettant l'accent en particulier sur l'élaboration de critères robustes visant à légitimer le processus de sélection des sites,

*Notant avec plaisir* que l'Outil de Réseaux de Sites Critiques, récemment développé en vertu du projet du FEM sur les itinéraires aériens d'Afrique-Eurasie, également connu sous le nom de « Wings over Wetlands », a largement été reconnu comme un instrument innovant et efficace pour renforcer la gestion des sites importants pour les oiseaux d'eau dans la zone couverte par l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) qui, entre autres, replace ces sites dans le contexte de leurs itinéraires aériens,

*Reconnaissant* que les mesures de conservation basées sur les aires transfrontalières incluant les réseaux des aires protégées et autres aires de gestion peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de l'état de conservation des espèces migratrices en contribuant aux réseaux écologiques et en promouvant la connectivité particulièrement quand les animaux migrent pour de longues distances à travers et en dehors des frontières de la juridiction nationale,

*Reconnaissant* les progrès faits par quelques Parties et autres pays de l'Aire de répartition avec l'établissement de mesures de conservation sur les aires transfrontalières servant de base pour les réseaux écologiques et promouvant la connectivité, par exemple à travers le Traité KAZA sur les aires de conservation transfrontalières (ACTF), signé par l'Angola, le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe le 18 août 2011, qui couvre une vaste région écologique de 519 912 km<sup>2</sup> dans les cinq pays et comprend 36 parcs nationaux, réserves de chasse, réserves forestières et aires de conservation communautaires, et *rappelant* également que la région KAZA abrite au moins 50% de tous les éléphants d'Afrique (Annexe II), 25% des chiens sauvages d'Afrique (Annexe II), et un nombre important d'oiseaux migrateurs et d'autres espèces visées par la CMS,

*Reconnaissant en outre* que les zones importantes pour la conservation des oiseaux (IBA), terrestres et marines, identifiées par Birdlife International sous le critère A4 (concentrations migratrices), comprennent les réseaux écologiques les plus exhaustifs pour les sites d'importance internationale pour tout groupe d'espèces migratrices, qui doivent être préservés efficacement et gérés de manière durable sous les cadres légaux appropriés, prenant note en particulier de la liste des IBA en danger nécessitant une action décisive imminente pour protéger ces sites contre des effets nuisibles,

*Prenant note avec intérêt* de plusieurs processus de l'UICN qui peuvent contribuer à la conservation des espèces migratrices et, lorsqu'ils seront adoptés, peuvent promouvoir les réseaux écologiques et la connectivité, tels que le projet de lignes directrices sur les meilleures pratiques en matière de conservation transfrontalière de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (UICN-CMAP), rédigé par le Groupe de spécialistes de la conservation transfrontalière de l'UICN-CMAP, le travail par l'équipe conjointe de la Commission pour la survie des espèces et de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN sur une norme pour identifier les zones clés pour la biodiversité (KBA), et le processus mis en place par l'équipe de travail conjointe CMAP/CSE de l'UICN sur les aires protégées pour les mammifères marins, afin d'élaborer des critères d'identification des aires importantes pour les mammifères marins (AIMM),

*Ayant connaissance* du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, y compris ses délibérations concernant les mesures de conservation par zone et l'évaluation de l'impact environnemental dans les aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale,

*Se félicitant* des progrès accomplis dans le cadre du processus engagé par la Convention sur la diversité biologique, qui a organisé des ateliers régionaux couvrant environ 68% des zones océaniques de la planète, afin de décrire scientifiquement les aires marines écologiquement et biologiquement importantes (EBSA),

*Estimant* que certains critères scientifiques appliqués pour décrire les EBSA intéressent particulièrement les espèces migratrices marines, à savoir: 'importance particulière pour les stades du cycle de vie des espèces', 'importance pour les espèces et/ou habitats menacés, en danger ou en déclin', 'vulnérabilité, fragilité, sensibilité ou récupération lente' et 'productivité biologique',

*Reconnaissant* que la description des zones répondant aux critères scientifiques pour les EBSA a été entreprise pour chaque site pris individuellement et que des avis scientifiques pour sélectionner des zones afin d'établir un réseau représentatif d'aires marines protégées est fournis en annexe II de la décision IX/20 de la COP de la CDB,

*Reconnaissant également* l'importance de promouvoir le développement de réseaux d'EBSA cohérents au niveau écologique,

*Consciente* du fait que les espèces migratrices marines fournissent une base utile pour examiner plus avant la contribution potentielle des données scientifiques et informations utilisées pour décrire les EBSA dans le développement de réseaux écologiques et la promotion de la connectivité, en étudiant si ces données et informations peuvent aider à identifier des aires répondant aux besoins des espèces migratrices marines qui utilisent de multiples habitats durant tous les stades de leur cycle de vie et dans l'ensemble de leur aire de répartition,

*Accueillant avec satisfaction*, comme contribution à l'étude stratégique sur les réseaux écologiques, l'examen effectué par l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI) sur les EBSA et les espèces migratrices marines pour déterminer comment les espèces migratrices marines ont été prises en compte dans la description des EBSA et, par le biais d'études de cas préliminaires sur les cétacés, les oiseaux marins et les tortues marines, pour étudier comment les données scientifiques et informations décrivant les EBSA peuvent potentiellement contribuer à la conservation des espèces migratrices marines dans les aires marines à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, en particulier en respect avec les réseaux écologiques et la connectivité,

*Accueillant* les bases de données mondiales telles que MoveBank qui rendent disponibles les données de suivi pour les planificateurs de la conservation et pour le public, et qui sont susceptibles d'aider à l'identification de sites de conservation critiques,

*Reconnaissant* que la capacité à suivre de plus en plus facilement les déplacements des animaux à l'échelle mondiale permettra d'améliorer substantiellement la base de connaissances pour une prise de décision éclairée dans le domaine de la conservation, par le biais d'initiatives de suivi spatial mondiales telles qu'ICARUS (Coopération internationale pour la recherche animale utilisant l'espace), dont la mise en œuvre est prévue sur la Station spatiale internationale par les centres aérospatiaux allemand et russe (DLR et Roscosmos) en 2017,

*La Conférence des Parties à la  
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Fait appel* aux Parties et aux signataires des Mémoires d'Entente de la CMS à examiner l'approche en réseau dans la mise en œuvre des instruments et initiatives existants de la CMS;
2. *Prend note* de la compilation d'études de cas sur les réseaux écologiques (PNUE/CMS/COP11/Inf.22);
3. *Approuve* les recommandations formulées dans l'étude stratégique sur les réseaux écologiques (PNUE/CMS/COP11/Doc.23.4.1.2), figurant dans l'Annexe à la présente résolution;
4. *Encourage* les Parties et autres Etats de l'aire de répartition, lorsqu'ils identifient des zones importantes pour les espèces migratrices terrestres, aviaires et marines, de prendre en compte et de rendre explicites par le biais de leur description, de plans schématiques ou de modèles conceptuels, les relations entre celles-ci et d'autres zones pouvant leur être reliées d'un point de vue écologique, d'un point de vue physique, par exemple en tant que couloirs d'accès, ou d'un point de vue écologique, par exemple en tant que zones de reproduction liées aux aires de séjour non-reproductif, aux sites d'étapes ou aux aires d'alimentation et de repos;



5. *Invite* les Parties et d'autres Etats de l'aire de répartition et des organisations pertinentes de coopérer, identifier, désigner et maintenir des réseaux écologiques globaux et cohérents des sites protégés, et d'autres sites d'importance internationale et nationale pour les animaux migrateurs gérés convenablement, tout en tenant compte de la résistance au changement, y compris le changement climatique, et les réseaux écologiques existants;
6. *Prie instamment* les Parties et d'autres Etats de l'aire de répartition ainsi que des partenaires de faire plein usage de tous les outils et mécanismes complémentaires existants pour l'identification et la désignation de sites critiques et de réseaux de sites pour les espèces migratrices et les populations, y compris par la désignation d'autres zones humides d'importance internationale (sites Ramsar) pour les oiseaux d'eau migrateurs et d'autres taxons migrateurs dépendant de zones humides;
7. *Souligne* la valeur ajoutée du développement de réseaux écologiques dans le cadre de la CMS où aucun autre instrument de réseau n'est disponible, comme par exemple le réseau de voies de migration aériennes d'Asie occidentale et centrale et le réseau de voies de migrations aériennes d'Asie orientale-Australasie et *encourage* les Parties et *invite* les Etats de l'aire de répartition de renforcer la gestion des réseaux existants et leur développement en désignant et gérant des sites supplémentaires;
8. *Encourage en outre* les Parties et les organisations compétentes, lors de la mise en œuvre de systèmes de zones protégées et d'autres mesures de conservation par zone:
  - a) à choisir ces zones de façon à répondre aux besoins des espèces migratrices, dans la mesure du possible tout au long de leurs cycles de vie et à travers l'ensemble de leurs aires de migration;
  - b) de définir, au niveau des réseaux, des objectifs pour la conservation de ces espèces au sein de tels systèmes, notamment par la restauration d'habitats fragmentés et dégradés et par la suppression des barrières à la migration; et
  - c) de coopérer au niveau international afin de réaliser de tels objectifs.
9. *Invite* les Parties, en collaboration avec d'autres Accords multilatéraux sur l'environnement (AME), ONG et autres parties prenantes, les cas échéant, à améliorer la qualité, le suivi, la gestion, l'étendue, la répartition et la connectivité des zones terrestres et aquatiques protégées, y compris les zones marines, en accord avec la loi internationale, notamment la CNUDM, afin de satisfaire de la façon la plus efficace possible aux besoins des espèces migratrices tout au long de leur cycles de vie et à travers l'ensemble de leur aires de migration, notamment leurs besoins de zones d'habitat favorables à leur résilience au changement, notamment le changement climatique, en tenant compte de l'ensemble des paysages terrestres et marins;
10. *Invite en outre* les Parties et autres Etats ainsi que les autres instances internationales pertinentes, le cas échéant, à explorer l'applicabilité de réseaux écologiques aux espèces migratrices marines, en particulier celles qui sont sous la pression des activités humaines telles que la surexploitation, exploration/l'exploitation pétrolière et gazière, le développement des zones côtières et la pêche;
11. *Engage* les Parties, selon qu'il convient, à développer des mesures de conservation transfrontalières par zone y compris les systèmes d'aires protégées et autres aires, lorsqu'elles mettent en œuvre le mandat de la CMS concernant les réseaux écologiques, et à renforcer et à utiliser les initiatives existants, tels que les aires de conservation transfrontalières KAZA à appliquer la notion d'aires de conservation transfrontières, c'est-à-dire une aire ou composante d'une vaste région écologique qui chevauche les frontières de deux pays ou plus et se trouve sous leur juridiction nationale, qui peut être composée d'une aire protégée ou plus, ainsi que de plusieurs aires d'utilisation des ressources, dans les efforts de conservation transfrontière ;

12. Encourage les Parties à repérer les habitats transfrontières d'espèces listées par la CMS, qui pourront être considérés comme des aires de conservation transfrontières pour de possibles accords bilatéraux ou multilatéraux avec les États voisins de l'aire de répartition, en vue de renforcer la conservation des habitats et des espèces concernés.
13. *Prie instamment* les Parties de promouvoir les réseaux écologiques et la connectivité, au moyen, par exemple, de la création d'autres réseaux de sites au sein de la Famille CMS ou dans d'autres instances et processus, en utilisant des critères scientifiquement robustes pour identifier les sites importants pour les espèces migratrices et en favorisant leur conservation et leur gestion coordonnées à l'échelle mondiale, avec l'aide du Conseil scientifique de la CMS, selon qu'il convient;
14. *Invite* les non-Parties à travailler en étroite collaboration avec les Parties pour gérer les populations transfrontalières d'espèces visées par la CMS, y compris en rejoignant la CMS et ses instruments associés, afin de soutenir le développement et la mise en œuvre des réseaux écologiques à l'échelle mondiale;
15. *Prie instamment* les Parties de faire face aux menaces immédiates qui pèsent sur les sites nationaux importants pour les espèces migratrices au sein des réseaux écologiques, en utilisant, le cas échéant, des listes internationales de sites menacés, tels que le «patrimoine mondial en péril» de l'UNESCO, le «Registre de Montreux» de Ramsar et les «IBA en danger» de BirdLife International;
16. *En outre demande instamment* aux Parties de surveiller les réseaux écologiques de manière adéquate pour permettre la détection précoce de toute détérioration de la qualité des sites, l'identification rapide des menaces et l'action en temps opportun afin de maintenir l'intégrité du réseau, en utilisant le cas échéant des méthodes de surveillance existantes, tels que le cadre de suivi IBA développé par BirdLife et le recensement international des oiseaux d'eau coordonné par Wetlands International;
17. *Invite* la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Ramsar sur les zones humides, la Convention sur le patrimoine mondial, la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, et les autres, à utiliser les réseaux écologiques existants, tels que les zones importantes pour la conservation des oiseaux de BirdLife International, pour évaluer et identifier les lacunes dans la couverture des aires protégées, et sécuriser la conservation et la gestion durable de ces réseaux, le cas échéant;
18. *Prie* les Parties d'adopter et de mettre en œuvre ces lignes directrices élaborées par la CMS et par d'autres processus pertinents, qui visent à promouvoir la connectivité et à enrayer sa perte, par exemple par des dispositions d'orientation pratique pour éviter que des projets d'aménagement d'infrastructures perturbent les mouvements des espèces migratrices;
19. *Encourage* les Parties, les autres États de l'aire de répartition et les organisations compétentes à appliquer les lignes directrices sur les meilleures pratiques en matière de conservation transfrontalière de l'UICN-CMAP, la norme pour identifier les zones clés pour la biodiversité (KBA) de l'équipe de travail conjointe de la Commission pour la survie des espèces et de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN et les critères d'identification des aires importantes pour les mammifères marins (AIMM) élaborés par l'équipe de travail conjointe de la Commission pour la survie des espèces et de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN sur les aires protégées pour les mammifères marins, lorsqu'ils seront adoptés par l'UICN;

20. *Engage* les Parties et *invite* les autres États de l'aire de répartition et les organisations compétentes à utiliser des outils tels que Movebank, ICARUS et d'autres outils pour mieux comprendre les mouvements des espèces visées par la CMS, y compris la sélection des espèces en danger dont l'état de conservation bénéficierait le plus d'une meilleure compréhension de l'écologie de leurs déplacements, tout en évitant des actions qui pourraient permettre le suivi non autorisé d'animaux individuels et faciliter le braconnage;
21. *Encourage* les Parties à la CMS à s'engager dans le travail en cours ayant lieu au sein de la Convention sur la diversité biologique pour développer les descriptions des EBSA, soulignant que la décision XI/17 de la COP CDB stipule que la description des aires respectant les critères scientifiques des EBSA est un processus évolutif autorisant des mises à jour;
22. *Demande* aux Parties, aux États de l'aire de répartition, aux organisations compétentes et aux experts individuels au sein de la communauté des chercheurs et des conservationnistes de collaborer et participer activement au processus relatif aux EBSA et de mobiliser toutes les données et informations disponibles sur les espèces migratrices marines, pour faire en sorte que le processus futur des EBSA ait accès aux meilleures informations scientifiques disponibles concernant les espèces migratrices marines;
23. *Invite* les Parties, les autres États de l'aire de répartition et les organisations internationales compétentes à examiner les résultats de l'étude préliminaire de GOBI (PNUC/CMS/COP11/Inf.23) en ce qui concerne les EBSA et les espèces migratrices marines, lorsqu'ils s'engagent plus avant dans le processus relatif aux EBSA et *invite par ailleurs* une étude plus approfondie réalisée par GOBI pour explorer le potentiel pour les données scientifiques et informations décrivant les EBSA à contribuer à la conservation des espèces migratrices dans les aires marines à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, particulièrement en ce qui concerne les réseaux écologiques et la connectivité;
24. *Demande également* au Secrétariat, sous réserve de disponibilité des ressources, de collaborer avec les Parties et le Conseil scientifique et d'autres organisations internationales et régionales, notamment la Convention sur la diversité biologique, afin d'organiser des ateliers régionaux et sous-régionaux visant à promouvoir la conservation et la gestion de sites critiques et de réseaux écologiques parmi les Parties;
25. *Demande* au Secrétariat d'appuyer les Parties dans l'établissement et la gestion des aires et réseaux de conservation, y compris les aires protégées existantes et les aires de conservation transfrontières.
26. *Prie* les Parties et *invite* tous les autres États de l'aire de répartition, les organisations partenaires et le secteur privé à fournir des ressources financières et un appui en nature pour aider à mettre en œuvre les recommandations contenues dans la présente résolution, y compris celle figurant dans l'Annexe;
27. *Encourage* les Parties à fournir des ressources financières et un appui en nature pour soutenir et renforcer les initiatives actuelles sur les réseaux écologiques au sein des instruments de la Famille CMS, telles que le Réseau de sites d'Asie occidentale et centrale pour la grue de Sibérie et d'autres oiseaux d'eau migrateurs, le réseau de site critique de l'Accord sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie et le nouveau Réseau de sites importants pour les tortues marines de l'IOSEA et le réseau de site des voies de migration d'Asie de l'Est – Australasie;

28. *Invite* le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), lors de ses prises de décisions en matière d'octroi de financements, à soutenir les activités qui contribueront à faire avancer les différents axes de travail définis dans la présente résolution, en particulier, ceux visant à améliorer la gestion des habitats au niveau des sites par le biais de l'utilisation d'outils et de ressources spécifiquement développés pour la conservation des espèces migratrices sur leurs itinéraires aériens, sur leurs voies migratoires ou dans le contexte des réseaux écologiques, et de soutenir le partage des informations et des expériences;
29. *Invite également* les AME ainsi que les autres organisations intergouvernementales et non-gouvernementales compétentes à apporter leur soutien à la mise en œuvre de la présente résolution, notamment en partageant leurs informations et en collaborant aux travaux techniques présentés ci-dessus;
30. *Exhorte* les Parties, la communauté scientifique, et d'autres organisations à soutenir l'utilisation des bases de données existantes pour une recherche visant à une prise de décisions basée sur des recherches scientifiques dans le cadre de CMS et d'autres instances politiques;
31. *Exhorte* les Points focaux nationaux de la CMS et les conseillers scientifiques à travailler étroitement avec les organisations compétentes telles que l'Agence Spatiale Européenne et ses points focaux pour soutenir les nouveaux développements technologiques tels que l'expérience ICARUS pour suivre les mouvements et le devenir des animaux migrateurs au niveau mondial;
32. *Encourage* les Parties et le Secrétariat à porter cette résolution et l'expérience de la CMS adéquate à identifier les voies de migration pour les espèces migratrices marines, les habitats critiques et les principales menaces et promouvant des mesures de conservation et de gestion coordonnées dans l'ensemble de l'aire de répartition, dans les aires marines, à l'attention du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale;
33. *Prie instamment* les Parties, le Conseil scientifique et le Secrétariat d'examiner les actions en cours ou périodiques;
34. *Demande* au Secrétariat de rendre compte à la Conférence des Parties, à chacune de ses réunions ordinaires, des progrès réalisés dans la mise en œuvre de cette Résolution ; et
35. *Abroge* Prend note que les Résolutions suivantes ont été abrogées :
  - a) Résolution 10.3, *Le rôle des réseaux écologiques pour la conservation des espèces migratrices*;
  - b) Résolution 11.25, *Promouvoir les réseaux écologiques pour répondre aux besoins des espèces migratrices*.

**ANNEXE 2**

## AMENDEMENTS PROPOSÉS AUX DÉCISIONS 12.94 – 12.97

**AIRES DE CONSERVATION TRANSFRONTIÈRES POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES****À l'adresse des Parties**

13.AA (12.94) Les Parties sont invitées à:

- a) proposer ~~identifier~~ les habitats transfrontaliers des espèces inscrites à la CMS qui pourraient être considérées comme étant des aires de conservation transfrontières (ACT), c'est-à-dire une zone ou partie d'une vaste région écologique qui chevauche les frontières de deux ou plus de deux pays et relève de leur juridiction nationale, qui peut englober une ou plusieurs zones protégées, ainsi que de multiples zones d'utilisation des ressources ;
- b) prendre des mesures pour développer ~~considérer d'élaborer~~ conjointement avec les États de l'aire de répartition limitrophes des arrangements bilatéraux ou multilatéraux, y compris des plans communs de gestion afin d'améliorer la conservation des habitats et des espèces concernées ;
- c) permettre, dans le développement de tels arrangements, la participation des communautés et parties prenantes locales dans le but de faire bénéficier la faune sauvage et le développement durable des communautés y vivant; et
- d) Informer le Secrétariat de toute zone proposée sous le paragraphe (a)

**À l'adresse du Secrétariat**

13.BB (12.95) Le Secrétariat, sous réserve de la disponibilité des ressources externes:

- a) soutient les Parties dans la mise en œuvre de la Décision 13.AA;
- b) ~~rend compte au Comité permanent lors de ses 48<sup>e</sup> et 49<sup>e</sup> Réunions, ainsi qu'à la Conférence des Parties lors de sa 14<sup>3</sup><sup>e</sup> session, des progrès dans la mise en œuvre de cette Décision~~

**À l'adresse des Parties, organisations intergouvernementales et non gouvernementales**

13.CC (12.96) Les Parties, organisations intergouvernementales et non-gouvernementales sont encouragées à apporter un soutien financier et technique dans la mise en œuvre des Décisions 13.AA et 13.BB.

**~~À l'adresse du Comité permanent~~**

~~12.97 Le Comité permanent prend en compte le rapport soumis par le Secrétariat~~